

12 octobre 1993

## **Bernard Charlot : les parents se taisent faute de valeurs collectives**

*SOCIOLOGUE, professeur de sciences de l'éducation à l'université Paris 8-Saint-Denis, Bernard Charlot a notamment travaillé sur l'évolution de l'école dans une société en mutation et la question des difficultés scolaires de jeunes de milieux populaires (1). Il répond à nos questions.*

**« Il n'y a plus de parents », « ces parents démissionnent... » : voilà des expressions qu'on entend jusque dans la bouche d'éducateurs, lorsqu'un jeune manifeste tel ou tel comportement rebelle. Votre réaction ?**

J'ai envie de répondre que c'est une fort mauvaise façon de poser le problème : cela fait vingt ans maintenant qu'on cherche à qui revient la faute dans les ennuis de la société. On peut parler du capitalisme, de l'école capitaliste, de la faute aux enseignants, aux parents, etc. Ce qui est intéressant dès lors qu'on cherche à connaître les moyens d'agir sur la société, c'est moins de savoir à qui est la faute que comment cela se produit. Dans notre société, le premier organisateur du monde pour l'enfant reste la famille. Les petits humains ne sont pas confrontés directement au processus de transformation de la nature, mais à un monde de relations et de rapports aux autres, où la question des valeurs, de ce que l'on a le droit de faire et de ne pas faire est inévitable. La famille n'est évidemment pas sans effet sur le comportement des jeunes. Mais lesquels ? Rien de mécanique ni de déterminant dans l'absolu. N'oublions jamais qu'on trouve dans la même cellule familiale des comportements complètement différents : un même événement, un même modèle parental n'a pas le même effet sur des individus différents parce qu'il intervient dans cette aventure complexe qu'est l'histoire de l'individu.

**Ne peut-on pas parler, cependant, d'un aspect par lequel il y a crise de la famille, et de l'autorité parentale comme telle ?**

Oui, mais cela dépend ce que l'on met dedans. Cette crise n'est pas un mauvais moment à passer, comme ce qui arrive dans une crise d'asthme, mais elle exprime les exigences sociales contradictoires auxquelles toutes les familles sont aujourd'hui confrontées. Comment faire, en effet, pour à la fois aimer ses enfants, leur assurer un certain épanouissement et un plaisir de vivre et faire en sorte qu'ils préparent leur avenir en réussissant à l'école, puisque cette réussite conditionne l'insertion sociale ? Comment faire pour transmettre un minimum de choses auxquelles on tient - même du genre : « On ne dit pas de gros mots », etc. - et puis laisser les enfants s'épanouir, être eux-mêmes, être créatifs, conformes à l'image moderne de ce que doit être l'éducation d'un enfant ? Même contradiction dans l'école aujourd'hui : comment apprendre des choses qui valent la peine d'être apprises mais qui sont complètement inutiles pour un métier, dans une société hiérarchisée où chacun se voit attribuer une

place comme dans une espèce de puzzle. Cette crise est, à mes yeux, devenue structurelle.

### **On parle depuis longtemps de conflits de valeurs, voire de conflits de générations. Mais qu'est-ce qui a changé ?**

Je vois plusieurs phénomènes. D'abord, ce que j'appelle le processus d'« individuation » (et non l'individualisme). Il se déploie dans les années soixante et conduit à penser l'individu comme étant au centre de la réalité. On peut le lier à la fois à l'atomisation de la famille, au surgissement de l'exigence de bonheur individuel, au fonctionnement d'une école où tout le monde peut rentrer dans l'enseignement secondaire et où, du même coup, les histoires sont davantage singularisées. Nous sommes entrés dans une période où ce qui fait sens pour les gens, c'est ce qui peut arriver à des individus, ce qui peut faire sens pour un individu, même un individu qu'on ne connaît pas, comme la petite fille dont on vous montre la photo et qu'on vous demande d'aider.

Corrélativement, il y a un déplacement du sens des valeurs. La valeur sociale première devient le statut social, l'argent qu'on gagne. Parallèlement, on ne valorise plus la maîtrise du désir mais sa satisfaction immédiate, la consommation, on est passé d'une culture de l'épargne à celle du crédit et de la publicité : le rôle de l'école, dans ce cadre, a changé. Celle de Jules Ferry avait une mission éducatrice, celle d'aujourd'hui doit insérer les enfants professionnellement - ce qui éclaire au passage l'extraordinaire angoisse que les parents transmettent à leurs rejetons devant les résultats scolaires. Nous sommes entrés dans une société où il devient quasiment impossible d'être à la fois chômeur et citoyen parce que l'appartenance au corps social se définit par la place qu'on occupe dans la société-puzzle dont je parlais. Celui qui n'est pas inséré ne peut en partager les valeurs qui le marginalisent.

### **La culture d'origine ne constitue-t-elle pas une des raisons de cette relative absence des parents immigrés auprès de leurs enfants ?**

Restons prudents. Contrairement à un discours répandu chez les enseignants, les parents des classes populaires urbaines, qui sont chez nous très largement issues de l'immigration, attachent la plus grande importance à la réussite scolaire. S'en sortir par l'école reste la seule voie possible. Cela implique que ces parents acceptent d'avoir des enfants différents d'eux, ayant d'autres valeurs et d'autres comportements ; cela implique inversement que les enfants acceptent la différence des parents. « Mon père est un homme cultivé sans culture », dit un de ces jeunes : en France, son père est un éboueur algérien ; de l'autre côté de la Méditerranée, il est cultivé. Au fond, le jeune n'accepte pas ce que sont ses parents. Le personnage du père est survalorisé culturellement, il représente la loi, mais socialement il est sous-valorisé : grosse difficulté pour le père et le fils. Il y a aussi des situations où les contradictions deviennent ingérables, des familles d'origine immigrée ou non où les parents sont dépassés. Ils ne démissionnent pas, mais ils ne trouvent pas les réponses adaptées. Ils se sentent débordés et dévalorisés dans leur rôle : ils sont désespérés, ils en souffrent, c'est tout sauf de la démission.

### **La vie en cité, pour un jeune, c'est passer une bonne partie de son temps dans la rue. Là encore, que peuvent les parents ?**

Surtout pas passer leur temps à le surveiller derrière la fenêtre ! Quand j'étais étudiant, on expliquait les difficultés d'insertion sociale par le fait que les mères travaillaient. Aujourd'hui, on aurait plutôt tendance à dire que les difficultés viennent de la présence des mères à la maison et du repliement sur soi. Une évolution sociale n'est jamais en soi un bien ou un mal. Est-on forcément mal dans la rue ? Dans nos

enquêtes, les jeunes nous disent à la fois le risque de glisser vers « la racaille » et aussi que la rue est le lieu de la solidarité, de la réputation, de l'amitié, que ce qui se passe dans les bâtiments 1 et 2 n'est pas la même chose qu'au 5 et au 6, etc. Alors, quelle responsabilité ? La rue est un des lieux de socialisation importants. Celle-ci ne peut pas se produire simplement au sein de la famille. Toute la question est de faire qu'elle soit autre chose que l'apprentissage de la fauche ou du shit.

**Vous parliez tout à l'heure de valeurs. Mais que dire aujourd'hui à un jeune sur ce qui vaut la peine d'être vécu ?**

Je me souviens d'un débat où une lycéenne me disait : vous, de la génération de 68, vous avez appris à écouter les jeunes, mais vous n'avez plus rien à leur dire. C'est une vraie question. Il faut bien comprendre que ce silence des parents ou cet embarras exprime une crise de sens qui affecte l'ensemble de la société parce qu'il n'y a plus de sens collectif clair. Il n'y a que les intégrismes pour imaginer ici des solutions simples, prôner des solutions autoritaires à des problèmes complexes. Comment rompre alors avec un capitalisme qui veut remettre en cause aujourd'hui tous les avantages collectifs acquis et se refuse à toute forme de régulation sociale ? La réponse individuelle ne suffit pas. Une société où ne fait sens que ce qui mobilise un individu potentiel, l'invocation du droit à son bonheur, exclut-elle, par essence, une mobilisation collective ? Je ne crois pas. Elle pousse, en revanche, les organisations porteuses d'objectifs de solidarité, de justice, de transformation sociale à s'interroger sur de nouvelles façons de se mobiliser et sur le projet social qu'elles ont à présenter au monde : à inventer pour l'avenir.

LUCIEN DEGOY

(1) Voir notamment « Ecole et savoirs dans les banlieues... et ailleurs », Bernard Charlot, Elisabeth Bautier, Jean-Yves Rochex, 1992, éd. Armand Colin. « L'Ecole en mutation », Bernard Charlot, 1987, éd. Payot.